#4

BIODEV2030
INTÉGRER LA
BIODIVERSITÉ

CO-CONSTRUIRE LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR LA BIODIVERSITÉ :

ANIMER LE DIALOGUE SECTORIEL EN S'ASSURANT DE LA PARTICIPATION ÉCLAIRÉE DES PARTIES PRENANTES

ambition pour la biodiversité

BIODEV
2030

ambition pour la biodiversité

BIODEV
2030

QUOI ?

Guide pratique pour conduire le dialogue sectoriel de façon à catalyser des engagements volontaires pour diminuer l'impact des pratiques productives sur la biodiversité.

POUR QUI ?

A destination des gouvernements, des banques de développement et des ONG ou de toute autre organisation désireuse de suivre une démarche de *mainstreaming* similaire.

COMMENT ?

Ce guide est issu de la capitalisation transversale des 16 pays ayant testé la méthode BIODEV2030 entre 2019 et 2022.

© Mediterranean French Coast - nasa

L'IPBES[1] l'indique clairement dans son dernier rapport : face à l'érosion de la biodiversité il faut engager des changements transformateurs. **La conservation et l'utilisation durable de la nature peuvent être atteintes grâce au déploiement d'engagements volontaires qui mobilisent efficacement l'action individuelle et collective**. Ces mutations profondes des pratiques nécessitent que l'ensemble de la société, et notamment les acteurs économiques, se concertent, renforcent leur coopération et s'engagent à prendre une série de mesures liées et fondées sur l'état des connaissances scientifiques.

Le projet BIODEV2030 propose une méthode participative et inclusive fondée sur la science pour intégrer la biodiversité aux secteurs économiques et ainsi enrayer son déclin d'ici 2030.

La capitalisation du projet dans les 16 pays ayant testé la méthode BIODEV2030 entre 2019 et 2022 a permis d'identifier deux critères de réussite principaux pour faire émerger des engagements volontaires sectoriels ambitieux et réalistes en faveur de la biodiversité :

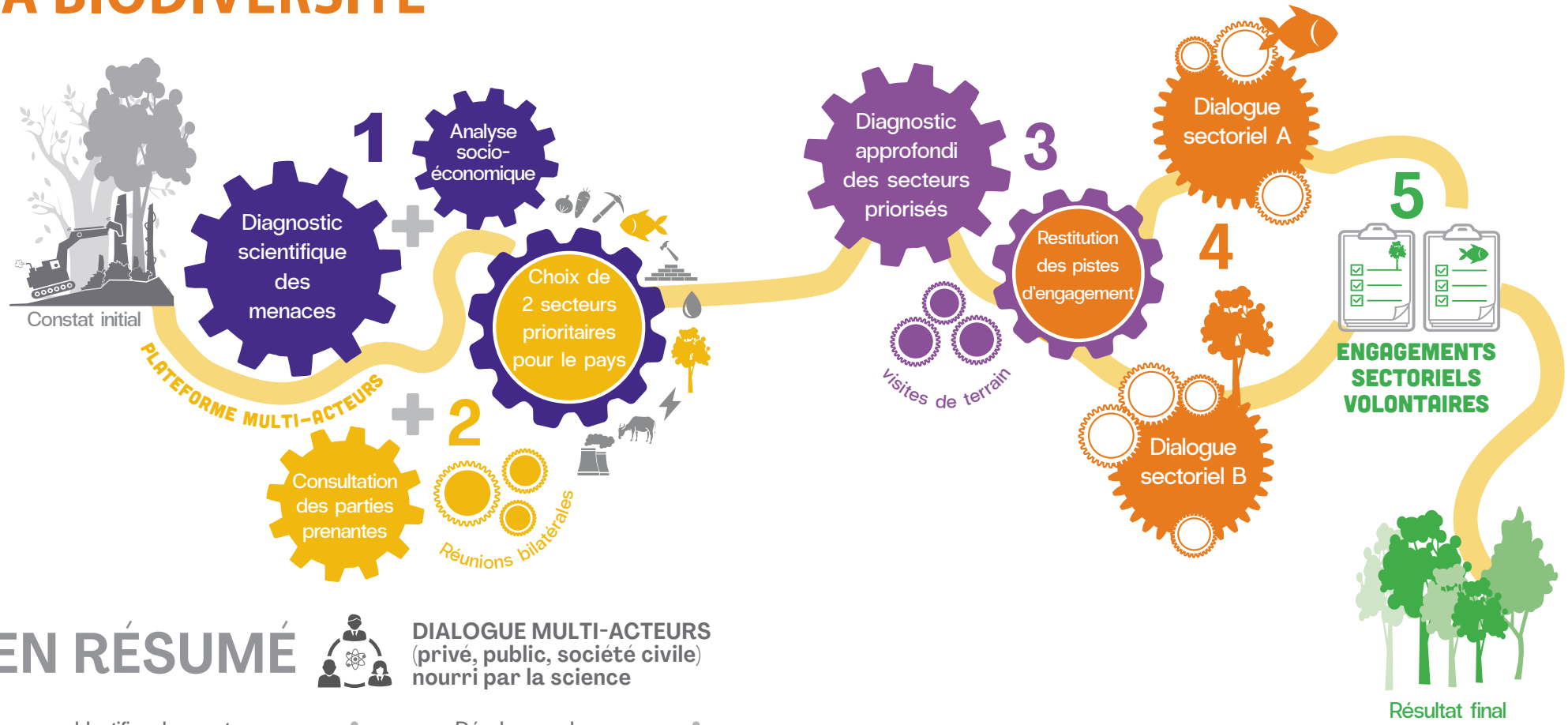
1. **Définir la stratégie et l'approche pertinentes pour un dialogue** permettant de faire émerger collectivement des engagements volontaires sectoriels pour réduire les pressions de manière durable à l'échelle territoriale identifiée comme pertinente.
2. **Réunir l'ensemble des acteurs sectoriels concernés et pertinents**, au bon niveau de responsabilité, et s'assurer qu'ils partagent une compréhension commune des enjeux de biodiversité et du concept d'engagement volontaire.

En s'appuyant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet, nous proposons ce guide pratique à destination des gouvernements, des banques de développement et des ONG ou de toute autre organisation désireuse de suivre une démarche de mainstreaming similaire.

BIODEV2030 a testé durant 3 ans une méthode pour apporter aux gouvernements les moyens d'identifier et d'engager, conjointement avec le secteur privé, des mutations profondes dans les secteurs de l'économie ayant une incidence stratégique sur le développement et sur la biodiversité.
Elle repose sur 3 étapes : le diagnostic scientifique, le dialogue multi-acteurs et l'engagement volontaire.

(1) IPBES (2019): Global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz, and H. T. Ngo (editors). IPBES secretariat, Bonn, Germany. 1148 pages. https://doi.org/10.5281/zenodo.3831673

BIODEV2030
MÉTHODE POUR INTÉGRER LA BIODIVERSITÉ



EN RÉSUMÉ

DIALOGUE MULTI-ACTEURS (privé, public, société civile) nourri par la science

Identifier des secteurs économiques

1 + 2

Diagnostic des menaces — Dialogue multi-acteurs

Développer des plans d'actions sectoriels

3 + 4

Diagnostic des secteurs — Dialogue sectoriel

= 5

Engagements sectoriels volontaires

ambition pour la biodiversité

BIODEV 2030

#4 - CO-CONSTRUIRE LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR LA BIODIVERSITÉ : ANIMER LE DIALOGUE SECTORIEL EN S'ASSURANT DE LA PARTICIPATION ÉCLAIRÉE DES PARTIES PRENANTES 5

RESSOURCES

STRUCTURER LE DIALOGUE SECTORIEL POUR L'INTÉGRATION DE LA BIODIVERSITÉ

Le dialogue pour l'intégration de la biodiversité a lieu au sein de plateformes de dialogue multi-acteurs. Ces plateformes sont des espaces de discussion entre acteurs du privé représentants des secteurs d'activité économique (agriculture, foresterie, pêche...), acteurs du public (ministères de tutelles et ministère de l'environnement) et la société civile. Elles se matérialisent à travers l'ensemble des rencontres et des échanges entre les parties prenantes. L'objectif de ces échanges est d'aboutir à un accord engageant les parties prenantes à mettre en œuvre un ensemble d'actions favorisant des manières de produire et de consommer plus respectueuses de la biodiversité.

LE DIALOGUE SE DÉROULE EN DEUX PHASES.

La première phase du dialogue est nourrie par le diagnostic scientifique des menaces sur la biodiversité. Elle doit d'abord permettre d'éveiller les consciences sur les liens entre les activités productives et la biodiversité, impacts comme dépendance. Les parties prenantes peuvent ensuite prioriser les filières stratégiques (pour leur impact sur la biodiversité et le développement des pays) à mobiliser pour intégrer la biodiversité dans leurs pratiques productives.

La deuxième phase du dialogue, présentée dans ce guide, permet d'approfondir les échanges précédents en y associant les acteurs sectoriels des filières prioritaires. L'objectif est de se mettre d'accord sur un ensemble d'actions à mettre en œuvre pour conduire à un changement positif et mesurable de la biodiversité. Ce dialogue sectoriel s'appuie sur les résultats de l'analyse approfondie des secteurs et sur des scénarios d'engagements volontaires. Pour faciliter les échanges, il est impératif que ces scénarios soient suffisamment définis (pressions adressées, réponses préconisées, effets ou impacts attendus).

La bonne gouvernance et en particulier le caractère inclusif (c'est-à-dire la reconnaissance de la pluralité des intérêts et des valeurs) du processus de construction des engagements volontaires est aussi important que son contenu. L'association et la participation effective de toutes les parties prenantes concernées renforceront les chances de bonne appropriation des engagements, ce qui augmentera ensuite le succès de leur mise en œuvre. Les enjeux, objectifs, moyens et conséquences des engagements pris doivent être compris et appropriés par chaque partie prenante.

CRITÈRE DE RÉUSSITE 1

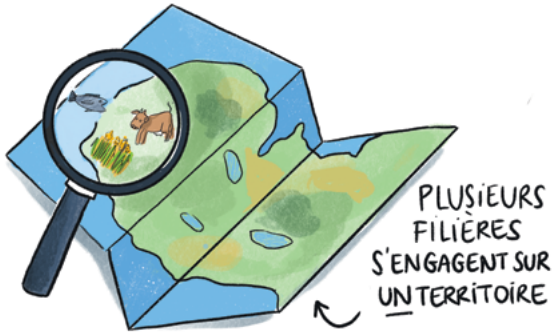
DÉFINIR LA STRATÉGIE ET L'APPROCHE PERTINENTES POUR UN DIALOGUE PERMETTANT DE TRAITER DES ENJEUX PRIORITAIRES

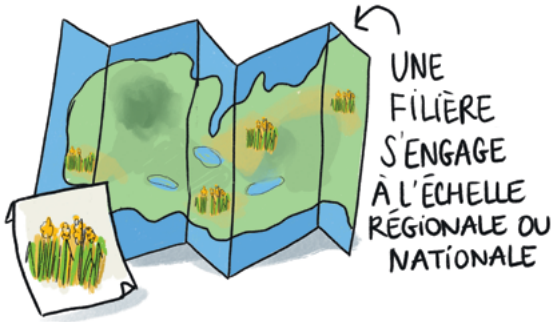
© Ninno JackJr - Unsplash

OBJECTIFS : en fonction des contextes nationaux et sectoriels, définir l'échelle territoriale pertinente et les modalités de facilitation pour faire émerger collectivement et pour chaque filière prioritaire des engagements volontaires.

DIALOGUE MONO-SECTORIEL VS DIALOGUE INTERSECTORIEL

Selon les enjeux prioritaires, les pays ont choisi d'organiser le dialogue de co-construction de différentes manières : soit filière par filière, à l'échelle régionale ou nationale, soit de manière intersectorielle à l'échelle d'un territoire.





© Dorothée de Collasson (do2co)

- La majorité des pays a opté pour un dialogue mono-sectoriel : les ateliers de dialogue autour des engagements volontaires ont alors été conduits dans les régions représentatives de la production et/ou en capitale. Par exemple en Ouganda et à Fidji, les dialogues se sont tenus à l'échelle régionale pour cibler les problématiques rencontrées par les acteurs sur le terrain. Dans un second temps, un atelier de restitution national a pu être organisé afin de faire remonter les constats et engagements avec pour objectif d'engager plus tard d'autres régions.
- L'Ethiopie, le Kenya et le Sénégal ont opté pour un dialogue intersectoriel à l'échelle d'un territoire. Ce choix fait suite à la décision des parties prenantes de travailler à l'intégration de la biodiversité sur des territoires particulièrement riches en biodiversité et soumis à d'importantes pressions sectorielles. Les ateliers de dialogue ont alors réuni les 3 à 4 filières identifiées comme prioritaires sur la région étudiée pour aboutir à des engagements volontaires croisés de la part des acteurs concernés.

© redcharlie-unsplash

1

ÉTAPE 1
ADAPTER LE DIALOGUE AUX SPÉCIFICITÉS DES FILIÈRES ET DES ACTEURS

Les approches développées dans les 16 pays BIODEV2030 pour faire émerger des engagements volontaires sectoriels ont su s'adapter aux spécificités nationales (contexte politique, structuration des filières, mode de fonctionnement des acteurs, processus décisionnel, …). L'analyse approfondie des secteurs a permis de cibler l'échelle territoriale pertinente tandis que la stratégie de mobilisation des acteurs a permis de réfléchir la forme, le nombre et le séquencement des réunions et des ateliers de dialogue. Les pays ont su être agiles et s'adapter aux problèmes rencontrés, notamment de temps et de disponibilité des acteurs. Ils ont appris de leurs échanges avec les parties prenantes mais aussi des expériences des autres pays.

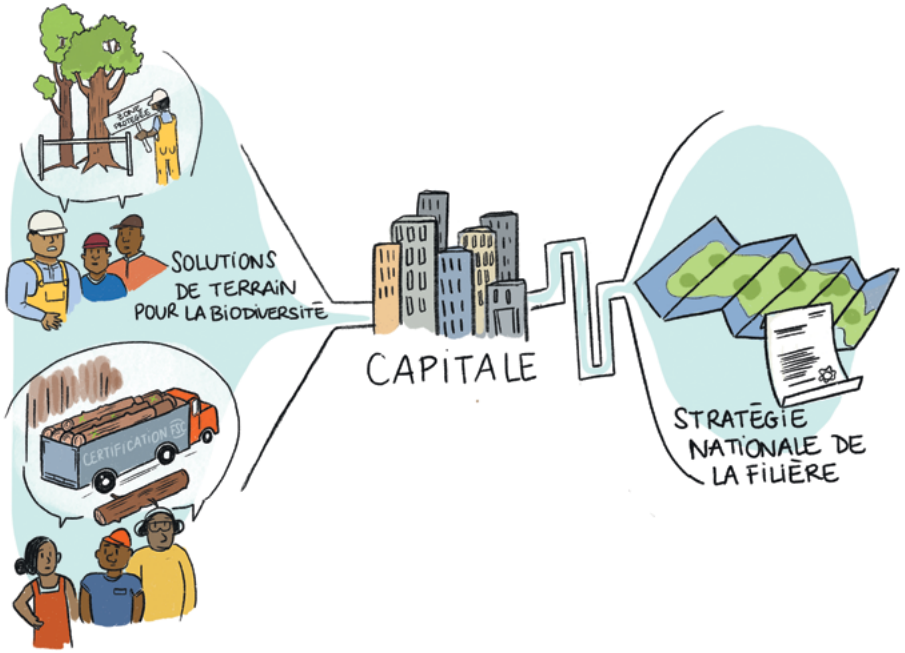
UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL DES ENTREPRISES VIETNAMIENNES POUR FAIRE ÉMERGER LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES

« Au Vietnam, l'approche de dialogue initialement retenue était celle de rencontres bilatérales avec les entreprises volontaires suivies d'un atelier sectoriel pour partager les positions de toutes les parties prenantes et s'accorder sur des engagements ambitieux et réalistes. C'est ce que nous avons fait avec la filière aquaculture, ce qui nous a d'ailleurs permis d'identifier le besoin d'inviter des représentants du secteur bancaire à intervenir lors de l'atelier sectoriel afin de présenter leurs stratégies de financement du développement durable. Cependant, lors de l'atelier nous nous sommes rendu compte que les acteurs ne s'étaient pas approprié la démarche de la même façon au cours des rencontres bilatérales : les attentes des participants n'étaient pas les mêmes. Nous avons donc changé de stratégie pour organiser le dialogue avec les parties prenantes du secteur forestier. Nous avons d'abord présenté la démarche, les scénarios d'engagements et les attentes lors d'un atelier réunissant tous les acteurs sectoriels avant d'accompagner individuellement les entreprises volontaires pour atterrir sur des plans d'actions. »

Chien Vuong Quoc - Chargé de projet BIODEV2030 au Vietnam

2 ÉTAPE 2
NOURRIR LES ÉCHANGES DES RÉALITÉS DU TERRAIN

Pour aboutir, les discussions autour des engagements volontaires à prendre doivent refléter au plus près les réalités (productives, économiques, législatives, …) des filières. En effet, les engagements volontaires sont les réponses des acteurs sectoriels à l'érosion de la biodiversité du fait de leurs pratiques productives. Ainsi la régionalisation des ateliers au plus près des acteurs (ou à défaut des visites de terrain) a pu être pertinente dans certains cas pour faire émerger des solutions du terrain ou encore pour impliquer les petits producteurs et les déclinaisons territoriales des agents d'état dans l'élaboration des engagements. Ceci favorise leur adhésion aux engagements volontaires et facilitera leur future mise en œuvre.



© Dorothée de Collasson (do2co)

ETABLIR UN DIALOGUE CONTINU ENTRE LES TERRITOIRES ET LA CAPITALE

Que les ateliers soient conduits en capitale ou sur les territoires, les échanges entre ces deux échelles sont indispensables. En effet les engagements volontaires sectoriels ont ensuite vocation à être mis en œuvre sur le terrain mais aussi à venir intégrer les stratégies de développement sectorielles et les stratégies nationales et plans d'actions en faveur de la biodiversité (SPANB).

LES ATELIERS RÉGIONAUX AU MOZAMBIQUE : ANCRAGE TERRITORIAL, PORTÉE NATIONALE

« Au Mozambique, nous avons organisé des ateliers spécifiques pour chaque filière afin de dessiner les grandes priorités pour des engagements volontaires. Ainsi, pour trois filières nous avons décidé de réunir les acteurs en région (à Gurué pour le soja et à Quelimane pour les sables lourd et la pêche) pour favoriser la présence des entreprises et des associations de producteurs de ces filières. L'idée sera par la suite de capitaliser sur les engagements pris par une entreprise pour l'étendre à d'autres régions. Les échanges autour des engagements volontaires ont été facilités par le Dr Ntumi, auteur du diagnostic des menaces, qui en a tiré un rapport intitulé « Modèles conceptuels pour des engagements volontaires sectoriels au Mozambique »[2], résumant les enjeux de biodiversité et des filières et les priorités d'action à envisager pour des engagements à impact positif sur la biodiversité, sur les objectifs de développement durable et sur le commerce. »

Maria Matediane - Chargée de projet BIODEV2030 au Mozambique

«Avec BIODEV2030 nous avons compris que le dialogue avec les autres acteurs, en l'occurrence chez nous les populations riveraines, est une condition sine qua non à la préservation de la biodiversité. C'est une action qu'il faut renforcer»

Ibrahim Djabarou - Chef d'unité de la forêt de la Lama, ONAB*

** Office National du Bois au Bénin*

(2) UICN (2022). Modelos Conceptuais de Compromissos Voluntários Sectoriais para Moçambique- Integrando a biodiversidade nos sectores económicos. BIODEV2030. Maputo. 36pp

3 ÉTAPE 3
DÉPLOYER DES OUTILS POUR CATALYSER LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES

Faire émerger des engagements volontaires sectoriels en faveur de la biodiversité nécessite une collaboration accrue de la part des acteurs. Il est nécessaire que chacun puisse s'exprimer, que toutes les interventions soient prises en compte et que les participants comprennent la valeur ajoutée d'un tel engagement. En fonction des moyens et du temps disponible, les animateurs ont déployé de nombreux dispositifs (outils interactifs, visites, rencontres, interventions, jeux sérieux) pour recueillir les propositions des parties prenantes et catalyser les engagements. Ils ont aussi profité de la présence du point focal CDB*, de responsables politiques de haut niveau, d'experts sectoriels et/ou de « champions » pour appuyer l'animation et la rédaction des engagements volontaires.

Cirad propriétaire du jeu et de la méthode TerriStories © tous droits réservés

* Point focal national de la Convention sur la Diversité Biologique

UN CADRE STRUCTURÉ POUR HARMONISER LES PROPOSITIONS D'ENGAGEMENTS VOLONTAIRES EN OUGANDA

« En Ouganda, nous avons structuré le contenu attendu des engagements volontaires à l'aide d'une grille à remplir par les acteurs sectoriels. Ainsi, lors des ateliers, chaque participant était invité à rédiger sa proposition d'engagement en s'appuyant sur ce cadre précis qui devait contenir une description de la problématique, une description de l'action envisagée, les objectifs quantifiés, les actions à mettre en œuvre, les critères de suivi, les jalons temporels, le point focal responsable de l'action, les ressources financières nécessaires, les sources de financement possibles et les partenaires de mise en œuvre. Au total, 16 acteurs du secteur agricole et 19 de la filière biomasse ont proposé (et parfois signé) des engagements en faveur de la biodiversité sur cette base. Mais le contenu des engagements entre les acteurs publics (national ou local), du secteur privé (associations d'entreprises, de fermiers ou entreprises) et les représentants de populations autochtones est encore hétérogène. Un travail de relecture et d'harmonisation des grilles par le consultant est nécessaire pour avoir une vision claire de l'ambition et de la faisabilité de ces engagements. »

Francis Alynio – Chargé de projet BIODEV2030 en Ouganda

DES « JEUX SÉRIEUX » POUR ENGAGER LES ACTEURS SÉNÉGALAIS À CONCILIER BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT

« Au Sénégal, nous avons eu recours à une approche innovante et sur-mesure de mobilisation et de dialogue basée sur les jeux sérieux, animée par un consortium de consultants nationaux et internationaux. Cette technique de facilitation est entièrement fondée sur une démarche participative qui fait travailler l'intelligence collective. A travers le jeu, les participants prennent conscience et discutent des problèmes environnementaux qu'ils rencontrent et de leurs causes. Ils peuvent ensuite explorer de nouvelles solutions à un problème donné et se représenter leur impact sur la biodiversité. Cette approche permet aux participants de prendre collectivement et individuellement des engagements volontaires en fonction de leur niveau de responsabilité et de leurs possibilités d'actions en visualisant le résultat.*

* Consortium d'experts porté par LEAF Inspiring Change. Les consultants nationaux sont Enda Pronat, l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture et Harmony group. Les consultants internationaux sont le Cirad et JulienChupin. Pour plus d'informations, contacter Florence Curet, Senior project officer à l'UICN : florence.curet@iucn.org

5 sessions de jeux sérieux multi-acteurs et intersectoriels ont été organisées à travers 5 localités de la région de Thiès en mobilisant largement toutes les acteurs sectoriels (collectivités territoriales, groupements de femmes, autorités administratives, entreprises locales, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, maraîchers, société civile, services techniques déconcentrés, …). Le processus de conception et de calibrage du jeu a pris en compte les perspectives des différents parties prenantes (notamment via des entretiens préalables) afin qu'il soit adapté au contexte pour faire émerger des solutions et des bonnes pratiques.

Les sessions de jeu sérieux ont permis aux parties prenantes rassemblées d'identifier la stratégie collective qui leur paraissait la plus efficace pour diminuer les pressions sectorielles sur la biodiversité. Elles ont façonnées puis détaillées ensemble des engagements volontaires très précis et opérationnels, que ce soit sur les actions et comportements à modifier ou sur la répartition des responsabilités pour les atteindre. Les jeux ont de plus permis de lancer une dynamique collective entre les acteurs rassemblés : ils ont prévu de poursuivre ensemble les engagements de façon autonome, que ce soit pour le suivi de la mise en œuvre de leurs engagements ou pour en obtenir d'autres de la part d'acteurs encore non mobilisés.

Enfin, une dernière session a été organisée avec les autorités nationales et les décideurs pour qu'ils participent à ce jeu de stratégie. Elle a permis de restituer à haut niveau les résultats des sessions locales et de préciser les priorités au niveau national afin d'alimenter les politiques intersectorielles de préservation de la biodiversité. »

Amadou Touré – Chargé de projet BIODEV2030 au Sénégal

Cirad propriétaire du jeu et de la méthode TerriStories© tous droits réservés

RESSOURCE
Découvrez les témoignages des participant-es aux sessions de jeux sérieux

Cirad propriétaire du jeu et de la méthode TerriStories © tous droits réservés

CRITÈRE DE RÉUSSITE 2

RÉUNIR LES ACTEURS SECTORIELS CLÉS ET FAVORISER LEUR APPROPRIATION DES ENJEUX D'INTÉGRATION DE LA BIODIVERSITÉ

OBJECTIFS : s'appuyer sur la stratégie de mobilisation pour que les acteurs sectoriels participent aux ateliers de dialogue de façon volontaire et éclairée.

«BIODEV2030 se donne les moyens d'engager les acteurs à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Chacun à son niveau, qu'il soit acteur direct ou indirect peut ainsi avoir comme boussole l'engagement dans la préservation et la gestion durable de la biodiversité »

Mikaelou Dicko – Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane

RESSOURCE

Voir nos recommandations pour cartographier les acteurs et établir une stratégie de mobilisation

© Damian-Patkowski-unsplash

4

ÉTAPE4
CAPITALISER SUR LES ÉCHANGES DÉJÀ ENTREPRIS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Le dialogue sectoriel pour discuter des engagements volontaires à prendre pour préserver la biodiversité doit être nourri par l'analyse approfondie des secteurs. Les différents entretiens menés lors des diagnostics scientifiques avec les parties prenantes sectorielles (organisations faîtières, associations de producteurs, interprofessions, fournisseurs, entreprises, administrations publiques centrales ou locales, etc.) ainsi que les réunions bilatérales qui ont pu être organisées avec certains acteurs cibles ont eu trois bénéfices majeurs dans la perspective de co-construction des engagements volontaires :

1. Mieux comprendre les besoins, les attentes et les contraintes des parties prenantes,
2. Sonder les pistes d'engagements volontaires les plus prometteuses à mettre en discussion,
3. Créer un climat d'écoute et de confiance rassurant pour les acteurs.

5

ÉTAPE 5
CONVIER LES PARTIES PRENANTES À PRENDRE PART AU DIALOGUE SECTORIEL

Les cartographies des acteurs réalisées pour chaque filière prioritaire lors de l'analyse approfondie des secteurs ont permis d'identifier de nouveaux acteurs sectoriels à inviter pour concrétiser les scénarios d'engagements volontaires. Pour aboutir à des engagements pertinents et réalistes il est nécessaire de combiner ateliers techniques (avec des acteurs ayant une perspective terrain des enjeux) et discussions plus stratégique (avec des décideurs et à l'échelle nationale). Les secrétariats des plateformes de dialogue ont pu s'appuyer sur des puissances invitantes telles que le point focal national CDB, les ministres ou directeur-ices généraux des ministères sectoriels pertinents, les représentants de faitières ou encore les chefs traditionnels pour maximiser la présence des personnes invitées.

Pour garantir la transparence du processus, l'équipe doit veiller à garder informé l'ensemble des parties prenantes et à rendre publique la liste des personnes invitées, présentes et excusées.

« Au Burkina Faso, pour chacune des trois filières (or, élevage et coton) nous avons organisé deux ateliers de dialogues successifs réunissant une vingtaine de personnes issues des ministères de l'environnement et sectoriels et représentants les intérêts privés. Nous avons voulu que, pour chaque filière, les même personnes soient invitées et présentes aux ateliers sectoriels. En effet, grâce aux discussions formelles ou lors des pauses, les participants apprennent à se connaître et à se faire confiance. C'est important pour construire un langage commun, dessiner des objectifs communs et surtout créer une redevabilité entre tous les acteurs impliqués. »

Amadé Ouedraougo – Chargé de projet BIODEV2030 au Burkina Faso

ANTICIPER LA PROGRAMMATION DES ATELIERS

Les ateliers de dialogue multi-acteurs réunissent un grand nombre de participants ayant une faible disponibilité du fait de leurs impératifs professionnels. Le lieu et la durée des ateliers doivent être réfléchis pour tenir au mieux compte des contraintes et pratiques des parties prenantes. Les dates doivent être communiquées très en amont aux participants et les déplacements éventuels défrayés.

© WWF Madagascar

« Les acteurs du secteur privé peuvent parfois être réfractaires. Il est primordial d'établir un contact permanent avec eux et de les accompagner pas à pas sur leur compréhension de la biodiversité, notamment en revoyant les bases. C'est en discutant et en co-construisant leur raisonnement et leur position sur les enjeux de biodiversité que nous pourrons atteindre des engagements volontaires ambitieux. »

Luc Mayet – Chargé de projet BIODEV2030 au Congo

GÉNÉRER DE LA FIERTÉ ET DÉMONTRER LA VALEUR AJOUTÉE DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES POUR CHAQUE PARTIE PRENANTE

Lors des premiers échanges avec les acteurs invités à prendre part au dialogue sectoriel il est important de le présenter comme un espace d'opportunités pour faire valoir ses craintes, ses intérêts et ainsi identifier les conditions de son engagement en faveur de la biodiversité au regard de celui des autres (conditions facilitantes par ex). D'autres bénéfices peuvent être mis en avant comme l'anticipation des risques (physiques, financiers, réputationnels, économiques ou de régulation) liés à l'érosion de la biodiversité ou l'accès à de nouveaux marchés.

«La facilitation d'engagements volontaires pour la préservation de la biodiversité requiert l'appui des pouvoirs publics. Cela doit se faire dans le cadre d'une relation de confiance. »

Acteur privé au Bénin*

© Dorothée de Collasson (do2co)

** Propos issu de l'enquête de perception et satisfaction du projet BIODEV2030*

6 ÉTAPE 6

PRÉPARER L'ANIMATION DU DIALOGUE SECTORIEL MULTI-ACTEURS POUR CO-CONSTRUIRE LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES

La préparation des ateliers doit s'appuyer sur la stratégie de mobilisation des acteurs précédemment réalisée et tenir compte des contextes nationaux et sectoriels. C'est une étape clé pour offrir aux participants un cadre d'échange et d'écoute où chacun se sent libre de s'exprimer ; et ainsi les accompagner dans l'élaboration d' engagements volontaires.

Dans certains pays, les équipes ont eu recours à des techniques de facilitation et d'animation adaptées parfois appuyées par des professionnel-les de l'animation. L'animation des ateliers par une autorité considérée comme neutre et possédant une expertise a eu pour avantage de dépassionner les échanges. Dans d'autres pays les consultants ayant réalisé l'analyse approfondie des secteurs ont préparé et animé les différents ateliers sectoriels avec l'appui de l'équipe BIODEV2030. **Les ateliers doivent être construits dans l'optique de catalyser l'émergence d'engagements volontaires en faveur de la biodiversité de la part des acteurs du privé, avec le soutien des acteurs publics via des conditions facilitatrices**. Pour cela, les animateurs se sont appuyés sur les scénarios précédemment proposés pour les mettre en discussion.

RESSOURCE

Voir nos recommandations pour organiser et animer un dialogue multi-acteurs pour l'intégration de la biodiversité

7

ÉTAPE 7

S'ASSURER QUE TOUTES LES PARTIES PRENANTES PARTAGENT LE MÊME NIVEAU D'INFORMATION

Pour s'assurer que le dialogue soit constructif et aboutisse effectivement à l'énonciation d'engagements volontaires, il est nécessaire de présenter le contexte de cette démarche d'intégration de la biodiversité et ses objectifs à toutes les parties prenantes impliquées. Si les acteurs prenant part au dialogue n'étaient pas les mêmes d'un atelier à l'autre, les animateurs ont systématiquement veillé à ré-expliquer la méthode BIODEV2030 et les enjeux de changements de pratiques productives en faveur de la biodiversité, en insistant sur l'espace de dialogue participatif et inclusif offert et en se référant aux conclusions des études réalisées. Ils ont pu compter sur l'appui du point focal CDB et parfois aussi de représentants de ministères sectoriels pour expliquer comment les résultats de cette démarche doivent participer à la mise en œuvre du cadre mondial post-2020 et des stratégies et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB).

VEILLER À LA COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA DÉFINITION ET DES CARACTÉRISTIQUES D'UN ENGAGEMENT VOLONTAIRE

La notion d'engagement volontaire du secteur privé est une approche relativement nouvelle pour de nombreux acteurs qui n'en saisissent pas l'esprit et l'intention. Il est primordial de prendre le temps nécessaire d'expliquer ce concept afin que toutes les parties prenantes en partagent une compréhension commune. Pour éviter de tenir un discours accusateur qui pourrait être contre-productif il est recommandé de rassurer les parties prenantes et de valoriser l'intérêt de leur participation. Par exemple, grâce aux engagements volontaires, ils pourront identifier leurs marges de manœuvre ainsi que les moyens et conditions nécessaires à la mise en œuvre.

RESSOURCE

Voir nos recommandations pour des engagements volontaires de qualité

FAIRE PREUVE DE PÉDAGOGIE ET PRENDRE LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR S'ASSURER DE LA COMPRÉHENSION COMMUNE DES RÉSULTATS

Les parties prenantes invitées à prendre part au dialogue sectoriel ne partagent pas toutes les mêmes connaissances préalables sur la biodiversité ni le même engagement. Pour favoriser l'implication d'acteurs plus éloignés du concept de biodiversité, il est recommandé de prendre un temps supplémentaire pour revoir les notions de bases, réexpliquer les relations d'impacts et de dépendances et les accompagner dans la compréhension des résultats des études. Ces « remises à niveau » permettent de gagner un temps précieux pour discuter et définir les engagements volontaires à prendre en toute connaissance de cause.

© WWF Tunisie

RENFORCER LA CAPACITÉ DES MEDIAS TUNISIENS À COMMUNIQUER SUR LES ENJEUX DE BIODIVERSITÉ ET LES BONNES PRATIQUES

« En Tunisie, nous avons identifié les médias comme des acteurs pouvant jouer un rôle majeur dans l'émergence d'une vision commune sur les enjeux de biodiversité. Nous avons donc organisé une formation de 4 jours à destination de 10 journalistes de la presse écrite, audiovisuelle et numérique. Nous nous sommes d'abord rendus dans une série de sites maritimes et forestiers (lagune de Ghar el Melh, parc national Oued Ezzen, port de Tabarka, réverse de faune de Ain) à la rencontre des acteurs locaux avant de travailler sur le rôle des médias dans la conservation de la biodiversité. A l'issue, les journalistes ont exprimé le besoin de réitérer ces formations, notamment par thématiques, et de créer un réseau professionnel pour partager les données et les informations sur la biodiversité en Tunisie. »

Yosr Nehdi – Chargée de projet BIODEV2030 en Tunisie

3 ANS DE PROJET

NOTRE MISSION :
Encourager des engagements sectoriels en faveur de la biodiversité

NOTRE SOLUTION :
Par un dialogue multi-acteurs fondé sur la science

7 SECTEURS ÉCONOMIQUES D'ACTION

- Agriculture
- Élevage pastoral
- Secteur extractif
- Foresterie
- Pêche
- Énergie
- Infrastructures

+650 PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES

- Acteurs étatiques
- Secteur privé
- Organisations de la société civile
- Communautés locales
- Peuples autochtones

ambition pour la biodiversité

BIODEV 2030

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

FINANCEMENT

EXPERTISE FRANCE GROUPE AFD

COORDINATION

UICN WWF

MISE EN ŒUVRE

quentin.dupetit@expertisefrance.fr

www.biodev2030.org

© Freepik - Delbars